



Le Conseil de Développement Durable de l'agglomération bordelaise  
en partenariat avec le journal *Sud Ouest*  
présente



Ces rencontres proposent de nourrir le débat public sur des questions  
de société qui ne font pas consensus et permettent aux « habitants-citoyens »  
de réfléchir à l'élaboration de la ville de demain.

..... **Acte II** .....

# **Le développement durable : nécessité ou imposture ?**

.....

**28 avril 2011 > 18h30**

**> BT 59 - Bègles Tramway Terres Neuves**

# ..... **Le développement durable : nécessité ou imposture ?** .....

Développement, « équitable », « soutenable », « fiable », « viable », « éco-citoyen »...  
le vocabulaire du développement durable a envahi nos vies.

Référence incontournable des politiques publiques et privées, nouveau mot d'ordre de la coopération internationale et symbole de l'avènement d'une conscience mondiale, le développement durable semble exiger de chacun des sacrifices financiers, des changements de comportement tout en imposant une somme de contraintes : normes HQE, tri des déchets, interdiction de la voiture dans les centres ville, taxe carbone..

Ces derniers temps, des critiques s'élèvent contre ce qu'elles identifient comme un « gadget écolo responsable », un dogme quasi religieux qui s'appuie sur les peurs et la culpabilisation tout en servant les intérêts des pays riches contre ceux des plus pauvres.

Rares sont ceux qui contestent la réalité du changement climatique et la responsabilité humaine de ce bouleversement. Pour autant, s'agit-il d'envisager le développement durable sous le seul prisme de l'urgence écologique par des mesures contraignantes pour les citoyens, les entreprises et les états ou, faut-il mener une réflexion globale qui prenne en compte sa dimension économique et sociale en replaçant l'homme au cœur d'un nouveau projet de société et de développement?

### Sylvie Brunel

Géographe et économiste française. Spécialiste des questions de développement, elle a travaillé pendant plus de quinze années dans l'humanitaire (Médecins sans frontières, Action contre la faim) et a publié une vingtaine d'ouvrages consacrés au développement, en particulier aux questions de famine. Elle est professeur des Universités à l'Université Paris IV-Sorbonne.

Elle est notamment l'auteur de l'ouvrage : « Le Développement durable », publié en 2010 aux PUF, dans la collection « Que sais-je? », et de : « À qui profite le développement durable »\* dans lequel elle développe une vision critique du développement durable en s'interrogeant en particulier sur ses fondements idéologiques.\* (Larousse, 2008)

### Noël Mamère

Ancien journaliste, Noël Mamère est un homme politique français de sensibilité écologiste. Elu des Verts puis de Europe Écologie - Les Verts, député de la Gironde, il est également maire de Bègles. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, titulaire d'une licence de droit et d'un doctorat en communication. Noël Mamère est notamment l'auteur de « Non merci, oncle Sam » (Ramsay, 1999), « La Fracture humaine » (Le Seuil, 2002), « Chaud devant. Effet de serre et bouleversements climatiques en 10 leçons » (2007) écrit avec la collaboration de Julien Rebillard, journaliste spécialisé dans l'environnement et le développement durable.

### Rudy Ricciotti

Architecte (école nationale supérieure d'architecture de Marseille) et ingénieur (école d'ingénieurs de Genève), Grand Prix national de l'architecture, Rudy Ricciotti est représentatif de cette génération d'architectes qui allient puissance de création et véritable culture constructive. Auteur de réalisations marquantes en France, avec notamment le Centre chorégraphique national d'Aix-en-Provence, il a également su gagner une stature internationale avec des réalisations telles que la passerelle pour la Paix à Séoul ou le Nikolaisaal de Potsdam en Allemagne. Président des éditions Al Dante, il participe au comité éditorial de la revue L'Architecture d'aujourd'hui. Il est l'auteur du féroce et libertaire pamphlet « H.Q.E. Les Renards du Temple », éditions Al Dante / Clash (2009)

## Le débat

Jouant son rôle d'espace de débats sur des questions de société qui ne font pas consensus par la rencontre entre des citoyens et des experts, le Conseil de développement de l'agglomération bordelaise (C2D) a porté cette fois son attention sur un vocable qui est devenu la référence incontournable des politiques publiques et privées, le nouveau mot d'ordre de la coopération internationale et le symbole de l'avènement d'une conscience mondiale : le « développement durable ».

La géographe et économiste Sylvie Brunel, auteur de l'ouvrage publié en 2010 aux PUF, « Le développement durable », cite deux sources pour en préciser le sens. Celle du rapport Brundtland : « *Un développement qui permette de satisfaire les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.* » Et celle donnée par une économiste, Catherine Aubertin : « *Ambition narrative d'établir l'état de bien-être universel en humanisant et en écologisant l'économie.* »

Car ce terme semble exiger de chacun des sacrifices financiers, des changements de comportement tout en imposant une somme de contraintes : normes HQE, tri des déchets, interdiction de la voiture dans les centres-villes, taxe carbone... Si presque personne ne remet en cause la réalité du changement climatique et les responsabilités humaines, certains critiquent un dogme quasi religieux, une pratique de la culpabilisation et de la peur qui sert avant tout les pays riches aux détriments des plus pauvres.

La question essentielle soulevée par le développement durable est celle-ci : faut-il envisager le développement durable sous le seul prisme de l'urgence écologique par des mesures contraignantes pour les citoyens, les entreprises et les Etats ou faut-il mener une réflexion globale qui prenne en compte sa dimension économique et sociale en replaçant l'homme au cœur d'un nouveau projet de société et de développement

Comme le rappelle Jean-Marc Gancille, membre du C2D, le terme suscite un certain malaise. A la fois nécessité et imposture, il pourrait s'agir d'un « *coup de force sémantique, une expression passe-partout dans laquelle le citoyen écolo et l'industriel opportuniste peuvent se retrouver. On se repeint en vert, business as usual. Qui ne fait pas de développement durable aujourd'hui ?* »

Ce terme cache des intérêts différents et des clivages car il pose

la question de la richesse et il s'agit donc d'une question sociale : « *On ne parle pas que d'écologie mais de capacité à vivre ensemble.* » Pour Noël Mamère, le qualificatif de développement durable est « *une sorte d'oxymore. Le développement d'une société passe d'abord par savoir si le plus grand nombre a accès à la santé, à l'éducation et à la connaissance. Notre modèle de développement est extrêmement consommateur des matières premières, des énergies et des hommes. Les injustices environnementales sont sociales, ce sont toujours les mêmes qui en sont victimes.* » Et il rajoute : « *Depuis la catastrophe de Fukushima, on ne peut plus parler de développement durable de la même manière. C'est un accident de civilisation, comme une métaphore d'une société de la voracité.* »

## ..... **Un mot, une pensée, une histoire** .....

Selon Sylvie Brunel, le terme de développement durable a des origines ambiguës. Il est évoqué pour la première fois dans un contexte d'inquiétude durant les années 1970, notamment par le Club de Rome en 1972. On s'alarme alors de la croissance démographique des pays du sud et le modèle industriel de développement de l'après-guerre est interrogé. Le mot s'impose dans la coopération internationale et les politiques publiques après le sommet de la terre de Rio. « *C'est le moment où l'Union soviétique disparaît et, pour la remplacer, on voit l'émergence des pays du sud comme la Chine, l'Inde et le Brésil qui prétendent nous imiter.* ». Les grandes organisations non gouvernementales nées aux Etats-Unis au 19<sup>e</sup> Siècle sont également très influentes. Noël Mamère rappelle que des ces associations qui sanctuarisent la nature, par exemple le World Wide Fondation (WWF), sont les héritières de philosophes comme Henri David Thoreau et Ralph Wado Emerson : « *C'est un mouvement transcendantaliste qui diffuse une idée d'une relation quasi mystique à la nature, fusionnelle, plutôt que la relation de l'homme à la nature.* ». Le maire de Bègles leur préfère deux penseurs, ayant eu comme point commun de vivre dans l'agglomération bordelaise, qu'il nomme les « *personnalistes gascons* » : Jacques Ellul et Simon Charbonneau. Ces deux auteurs ont travaillé la question conflictuelle de la relation de l'homme à la nature, l'histoire de la maîtrise de la nature. « *Aujourd'hui, notre problème est*

*la maîtrise de la maîtrise. L'homme a tellement puisé dans la nature, il l'a tellement mise en péril et abîmée que notre problème est de savoir comment on ne va pas passer du système au chaos. »*

Selon lui, l'incertitude et l'incontrôlable doivent être gérés par la société et non par des techniciens. « *Le développement durable est une expression et il faut s'en méfier. Sous la pression des industriels et de l'administration qui en est la complice, on impose des normes, par exemple dans l'architecture, alors que l'on devrait encourager la construction selon des objectifs. Aujourd'hui, des castes d'état ont la main mise sur le nucléaire et les outils énergétiques et le capitalisme, qui est très plastique, s'adapte facilement. »*

Rudy Riciotti, architecte, grand prix national de l'architecture et auteur du pamphlet « *HQE : les renards du temple* »<sup>1</sup>, concentre lui son propos sur une norme directement issue de l'apparition du terme développement durable, la Haute Qualité Environnementale (HQE) : « *Je pense que c'est une doxa, une bible destinée aux mules anachorètes* ». Cherchant à remonter jusqu'à l'origine de cette réglementation, il a découvert une association 1901 qui appartient à une autre association, l'AIMCC (Association des Industriels Manufacturiers des Composants de la Construction), qui y a placé les siens aux postes essentiels. « *La manipulation part de très loin. Elle est directement orientée sur le consumérisme à des fins de test de marketing. Ce virus a pris la forme et l'apparence de quelque chose de légal, il a contaminé l'appareil d'état et devient un outil pervers qui n'aborde pas les questions fondamentales de l'architecture dans la cité : comment construire? Quels sont les vrais bilans environnementaux? Comment l'architecture peut produire du bénéfice social et économique? Les architectes sont désemparés face à cela alors que s'en sont emparés les promoteurs, les agents immobiliers et un certain nombre de marchands du temple* ».

## ..... **De la peur à la contrition** .....

Le développement durable est-il fondé sur la peur? La peur du nombre d'abord, selon Sylvie Brunel. Si tous les habitants de la terre vivaient comme les Américains, il est établi qu'il faudrait cinq planètes... Ce qui implique une peur de manquer alors que nous sommes entrés dans un « *monde fini* » en termes d'énergies fossiles et qu'il faudra bientôt

---

<sup>1</sup> Editions AI Dante.

inventer d'autres énergies. La peur du climat également puisque nous savons que, depuis 1850, la terre se réchauffe et que l'on a maintenant l'impression de vivre un emballement du phénomène, ce que les Anglais disent en une expression : « *Cooking the climate* ». Ces inquiétudes posent le problème des indicateurs et de leur fiabilité quant à l'empreinte écologique. Ils stigmatisent souvent la mobilité et la modernité, rouler en voiture, se chauffer, la climatisation... et deviennent des éléments de culpabilisation.

De la même manière, il s'agit de juger quand la terre sera à son « *optimum* » de ce point de vue. Dans vingt ans, dans quarante ans ? Noël Mamère rappelle les travaux des démographes qui montrent que plus le niveau d'éducation de la femme est élevé, moins la surnatalité est importante. Ce n'est pas la contrainte mais l'éducation qui provoquera des changements. « *Chez nous, chez les Verts, certains nous expliquent qu'il faudrait faire la » grève des ventres « pour ne pas être victimes de la surpopulation... Il faut une logique d'autres modes de production, d'autres modes de vie et de consommation mais certainement pas par la voie de la contrainte et de l'autorité. Je ne veux pas de cette société d'interdits. Les écologistes ne sont pas les héritiers de l'écofascisme mais de Martin Luther King et d'autres défenseurs des libertés* ». Sylvie Brunel dénonce elle aussi une des solutions proposées face à la question environnementale : la contrition. « *On dit : « vous êtes coupables, vous devez changer de comportement ». Il y a tout un catéchisme du développement durable qui vous demande de ne plus être des égoïstes qui ne pensent pas aux gens du Sud. Et si vous ne pouvez pas, on vous demande de faire des dons à des ONG.* » Une autre proposition lui semble plus juste, celle de l'atténuation. « *Il s'agit de mettre en œuvre une croissance propre grâce à des technologies qui produiraient le même niveau de biens, avec moins de matières premières et en rejetant moins de CO2. C'est la guerre des technologies vertes avec ces pays du sud qui prétendent nous imiter. Ce sont d'énormes marchés pour les entreprises, pour les fabricants de voiture, de chaudières, d'ampoules...* ».

Ce que l'on nomme, en tant que principe du développement durable, les 3 R : R comme réduire les énergies et optimiser les circuits ; R comme réemployer ; R comme recycler (tri des déchets, nouvelles vies des objets...).

## ..... **Une architecture aux pieds nus** .....

A sa manière, Rudy Riciotti rejoint Noël Mamère et Sylvie Brunel pour inlassablement condamner le HQE qui « déclenche un consumérisme technologique dont l'empreinte écologique n'est jamais faite. La gestion thermique aujourd'hui d'un édifice prévoit des températures constantes du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre! Il faut encore plus surventiler des bâtiments surisolés avec encore plus d'électricité pour avoir un climat standard. Tous les professionnels, architectes, entrepreneurs, ingénieurs sont d'accord : on a des processus d'avalanche qui amènent à des catastrophes environnementales. »

Rudy Riciotti dénonce également pour les mêmes raisons l'utilisation de métaux rares ou d'autres comme l'aluminium et l'inox : « Il faut refuser ces brillances qui sont des certitudes doctrinaires porteuses d'un certain impérialisme. » Ainsi aujourd'hui où l'on ne voudrait plus de béton au profit de la filière sèche métaux à partir de minerais exploités en Afrique et ensuite importés en France. Avec des bilans environnementaux qui ne sont jamais faits. « Quel vent de folie nous anime pour ne pas voir que l'on doit revenir à une architecture aux pieds nus. Pas à poil, pas simpliste ni modeste, ce qui est dégoûtant, mais en ayant une autre attitude. »

Alors que, sur la commune de Bègles, un lycée plus producteur que consommateur d'énergie a vu le jour, Noël Mamère rappelle qu'il essaie sur des chantiers dont sa ville est responsable de faire travailler les artisans locaux : un raccourcissement des circuits qui peut être une option sérieuse du développement durable. Rudy Riciotti a lui aussi fait intervenir sur un chantier de l'agglomération bordelaise une entreprise locale pour être dans cette production de proximité, ce qui a semblé « suspect »...

Sur ce même projet immobilier, il s'est rendu compte tardivement qu'il avait prévu des commandes électriques pour les volets roulants : « 170 logements, les moteurs électriques, les câblages, les gaines, les interrupteurs, l'alimentation... Quelle connerie! Qui a demandé cela? Les pauvres? Les locataires? Non, c'est tout l'appareil qui le demande, c'est la pression confort! Et si tu dénonces cela, tu passes pour un réactionnaire. » Le maire de Bègles rappelle, de son côté, que dans le logement social en France « on a pendant des décennies obligé les bailleurs sociaux à mettre des convecteurs électriques pour financer le programme électronucléaire français. Allez dans les CCAS et vous verrez quel est le taux d'endettement lié à la surconsommation d'énergie. Il y a un million de familles en France qui sont en précarité énergétique. Ils n'ont rien demandé et on les conduit à leur rendre la vie plus difficile. La question est : pourquoi s'acharnent-ils à faire le mal en voulant faire le bien? La logique première serait de bâtir pour ceux qui vont y vivre, avec les habitants. »

## Avec ou sans règles ?

Rudy Ricciotti, qui se dit volontiers anarchiste et trouve la ville des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> Siècle beaucoup plus belle que celle du 20<sup>e</sup>, n'a pas de doute : *« le mot fascisme, oui j'y pense, je crois qu'il y a une bureaucratie fascisante qui a compris qu'elle pouvait réinventer un mécanisme de pouvoir et de nuisance qui réactive son champ existentiel. La mule, prise en otage, c'est la matière environnementale et ceux qui la font. »* Pourtant, il semble évident qu'une absence de règles conduirait à une forme d'arbitraire menée par ceux qui en ont le pouvoir financier. Comme le dit Sylvie Brunel : *« Il est facile de taper sur une administration mais si on ne fait aucune règle pour économiser la ressource, n'importe qui pourrait faire n'importe quoi. Il faut des normes et des processus qui pousse à réfléchir et travailler ensemble. L'endroit sans règle existe, cela s'appelle la planète des bidonvilles, il y a un milliard de personnes qui y vivent. C'est dramatique à tous points de vue, il faut y penser. »*

Répétant que les mécanismes de certification ont été inventés par les lobbys industriels, Rudy Ricciotti souhaite *« redonner un sens politique à notre métier, nous souffrons d'avoir perdu l'horizon politique. Il faut pratiquer une rupture. Dans les années cinquante, on disait que l'architecture devait générer un minimum de main d'oeuvre, quelle sottise ! Il faut revenir à l'idée de fabriquer de l'ouvrage qui nécessite un maximum de main d'œuvre parce qu'on boosterait l'emploi et on fabriquerait une cohésion économique et sociale. Aujourd'hui, ce sont des métiers et même les mots de ces métiers qui se perdent. Je suis pour une désobéissance technologique, il faut passer à une posture libertaire. Sinon, on a que ce qu'on mérite. On fait ce en quoi on croit et après on n'a pas besoin de donner des explications. »*

L'innovation et l'investissement ont un coût qui, selon Sylvie Brunel, est sélectif. Seules les grandes entreprises peuvent s'y essayer. Les instruments de régulation et de gouvernance sont ainsi de trois ordres. Les normes d'abord : les émissions de CO<sub>2</sub> pour les voitures, la HQE pour l'habitat ou encore le plan écophyto dans l'agriculture. Les taxes ensuite, les nouveaux impôts si l'on ne respecte pas les normes. Et enfin une régulation par le marché avec son amoralisme, ceux qui émettent trop de carbone rachetant à ceux qui en émettent peu.

## ..... L'exemple de l'agriculture .....

Dans ce domaine là également, selon Noël Mamère, ce sont les *« lobbys puissants comme les semenciers qui fixent les normes. Il a fallu 25 ans pour qu'on prenne un décret autorisant le purin d'orties! C'est la FNSEA qui a la haute main sur l'agriculture depuis des décennies. La plupart de ses grands secrétaires sont devenus ministres de l'agriculture... Et c'est ce syndicat qui a inventé le terme d'agriculture raisonnée pour dire que l'on emploie un peu moins de produits. »*

Sylvie Brunel, *« gênée par les procès que l'on fait aux agriculteurs comme s'ils étaient devenus les boucs émissaires de la société sans se rendre compte de tous les progrès qu'ils ont fait en vingt ans »,* soutient qu'ils sont précisément en train de faire leur révolution écologique. *« Après la guerre, ils ont fait ce que l'on attendait d'eux, ils ont produit. Maintenant ils sont dépassés par une haine sociale qui se déclenche contre eux alors qu'ils sont accablés de paperasse et de contraintes. Une agriculture bien pensée pourrait apporter des solutions en matière de capture du CO<sub>2</sub>, de gestion de l'eau, de chimie verte... On ne peut pas se passer d'eux. Le développement durable, c'est tous ensemble, c'est agir tous ensemble, trouver des solutions pour que chacun vive mieux. »*

Relevant la *« mode actuelle du bio »* sans que des aides véritables existent, Noël Mamère, dont on se rappelle qu'il a participé à des actions contre les OGM, se prononce surtout pour un raccourcissement des circuits entre producteurs et consommateurs. *« Si on veut favoriser une agriculture qui respecte le paysan, l'environnement et le consommateur, il faut une logique de circuits courts ».* Ainsi les trois AMAP présentes sur la commune de Bègles, avec l'obligation pour les consommateurs d'aller aider un ou deux week-ends par an l'agriculteur, ou encore les jardins partagés pour *« essayer de se nourrir sans être victime de la malbouffe qui produit de l'obésité ».* De la même manière, les délaissés de voirie pourraient être des zones en ville où installer des jardins gérés par des associations. A l'opposé de cela, le maire de Bègles dénonce la volonté *« ces dernières décennies de dépasser le rythme des saisons pour manger des tomates toute l'année. On cultive sous serre grâce à de fortes consommations de pétrole comme au sud de l'Espagne avec des ouvriers, victimes d'une forme d'apartheid, que l'on paie comme des esclaves. »*

## ..... **Un pari de Pascal environnemental** .....

Le postulat de Sylvie Brunel est que le changement climatique n'est pas contesté de même que le réchauffement de la planète et l'accélération des phénomènes qui en découlent. *« Je pense qu'il faut faire une sorte de pari de Pascal environnemental. Quand on met en œuvre une croissance propre, quand on limite la pollution et que l'on met fin au gaspillage avec une économie de la frugalité, on ne peut que mieux se porter. C'est dans l'intérêt général. »* la géographe se demande si le développement durable n'est pas d'abord une morale de vie dont les principes seraient la solidarité, le partage, la gestion prudente et économe de la ressource. *« Il ne s'agit pas de seulement mobiliser les foules au nom de maux futurs qui sont déjà là : un milliard de personnes souffrent de la faim, ils n'ont pas accès à l'eau potable et le taux de mortalité reste très élevé dans certains pays. »* Selon elle, le travail à fournir pour aller dans trois directions comprend l'adaptation, l'innovation et la coopération. Adaptation car l'homme ayant tout changé sur la planète, *« il faut trouver des modes de vivre ensemble dans le système agricole, dans la gestion de l'eau, la biodiversité, l'adaptation des littoraux qui permettraient de faire face aux aléas climatiques. »* Innovation avec les notions d'énergie durable, de transport durable, de ville durable... Priorité des pouvoirs publics, cette réflexion se menant avec tous les acteurs qui interviennent sur le territoire selon un principe de démocratie participative. Coopération enfin car les pays du sud ne peuvent pas être exclus par le protectionnisme et l'exclusion sous le prétexte du développement durable. Tout le monde a droit à ce bien-être universel. Et Sylvie Brunel de conclure : *« Il faut agir vite, tous ensemble. Pas au service d'une planète sanctifiée mais d'un mode d'habiter ensemble la planète qui permette que chacun ait également sa place ».*

## ..... **Conclusion** .....

Terme aux origines ambiguës tout comme ses utilisations teintées d'idéologie, le « développement durable » révèle malgré tout les facettes différentes d'une réalité qui n'est guère contestée, celle du réchauffement climatique et de la responsabilité de l'homme dans cette « évolution ». Au-delà des critiques, entre autres d'imposture, que l'on peut adresser à ce terme, la question qui se pose est bien celle des actions concrètes à mener, aujourd'hui, dans un monde dont on sait qu'il est « fini », notamment en matière d'énergies fossiles. Même si l'on peut contester certaines règles imposées qui conduisent à des aberrations, par exemple en architecture sous l'influence de l'industrie, dénoncées avec force par Rudy Ricciotti, la nécessité d'une régulation des différentes activités humaines semble évidente. Encore faut-il qu'elle soit d'origine démocratique et qu'elle prenne en considération les besoins des pays en voie de développement car la question environnementale est aussi une question sociale et économique. L'urgence d'un « pari de Pascal environnemental », selon l'expression de Sylvie Brunel, est là. Sans pour autant tomber dans une idéologie faite de culpabilisation et d'interdits comme cela peut-être le cas actuellement. La prise de conscience doit être particulière et globale. Réduire les énergies et raccourcir les circuits, recycler et réemployer pourraient être les mots d'ordre d'un développement durable bien compris. Comme le souligne Noël Mamère, il s'agit bien d'un changement en profondeur de société, une nécessité que revèlent toutes les conséquences du changement climatique et de la raréfaction des ressources tout comme la catastrophe de Fukushima, « accident » de civilisation figurant un ultime avertissement.



## ..... **Que sont les Cafés de la controverse ?** .....

Le C2D (Conseil de développement de l'agglomération bordelaise) en partenariat avec Sud-Ouest lance une série de débats intitulés « les cafés de la controverse ». Les Cafés de la Controverse sont **des espaces de débat**, où experts, acteurs locaux et habitants se rencontrent pour confronter leurs points de vue **sur des questions de société** qui concernent les villes aujourd'hui, particulièrement notre territoire.

Le C2D veut engager les habitants dans des débats sur des questions qui **ne font pas consensus**, nourrissent des controverses tant elles sont complexes, engagent des intérêts divergents, des perspectives de vies difficilement conciliables.

Le C2D veut débattre sur des sujets importants pour nos vies ordinaires, informer les habitants, **participer par la réflexion à l'élaboration de la ville de demain** à l'intérieur de notre territoire.

Les cafés de la controverse sont publics.

Plusieurs invités sont amenés à débattre du sujet proposé en s'appuyant sur leur expérience personnelle et professionnelle. Leurs échanges sont modérés par un journaliste de Sud Ouest.

Le dispositif laisse une place ouverte à l'auditoire pour intervenir et échanger avec les débatteurs.

## ..... **Le Conseil de Développement Durable de l'agglomération bordelaise (C2D)** .....

Le Conseil de Développement Durable de l'agglomération bordelaise est une instance de démocratie participative qui rend un certain nombre d'avis et de propositions sur les enjeux économiques, sociaux et environnementaux intéressant le développement de l'agglomération.

Le C2D est un regroupement d'entreprises, d'acteurs culturels, d'associations, de chercheurs, de citoyens « ordinaires », d'urbanistes, d'architectes... de l'agglomération bordelaise. Il fonctionne comme une boîte à idées pour la Communauté urbaine ; il joue un rôle d'intermédiaire entre la société civile et les décideurs et met pour cela en relations des personnes venant de champs professionnels différents postulant qu'une intelligence collective émerge de ce frottement.

Le C2D est composé de 200 membres.

.....  
> Compte rendu réalisé par **Christophe Dabitch**  
.....



La vidéo du débat est en ligne sur [c2d.lacub.fr](http://c2d.lacub.fr)  
.....

**Conseil** <sup>C2D</sup>  
de Développement Durable \*  
de l'agglomération bordelaise

C2D - Conseil de développement durable  
de l'agglomération bordelaise  
La Cub esplanade Charles-de-Gaulle  
33076 Bordeaux cedex  
05 56 93 65 11  
[www.facebook.com/c2d.lacub.fr](http://www.facebook.com/c2d.lacub.fr)  
[www.twitter.com/c2d\\_lacub](http://www.twitter.com/c2d_lacub)



devient en  
**2015**

**BORDEAUX  
MÉTROPOLE**

 **CND** un espace de démocratie participative